

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 44.621/2
DU 23 JUIN 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 27 mai 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur une proposition de loi "instaurant la dualité de la faute pénale et civile dans le cadre des coups et blessures involontaires ou homicide involontaire" (Doc. parl., Chambre, 2007-2008, n/ 52-1170/1), a donné l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 44.621/2
VAN 23 JUNI 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 27 mei 2008 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een wetvoorstel "tot instelling van de dualiteit van de strafrechtelijke en de burgerlijke fout in het kader van onopzettelijke slagen en verwondingen en onopzettelijke doodslag" (Parl. Stuk. Kamer, 2007-2008, nr. 52-1170/1, heeft het volgende advies gegeven :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition appelle les observations ci-après.

Dispositif

Article 2

1. La proposition met fin à l'unité des fautes pénale et civile. Alors que le défaut de prévoyance et de précaution des articles 418 à 420 du Code pénal était assimilé à la faute civile de l'article 1382 du Code civil, la proposition le définit comme "la faute lourde ou la faute légère habituelle, appréciée en tenant compte des possibilités réelles de vigilance et de diligence du prévenu".

La référence à la prise en compte des "possibilités réelles de vigilance et de diligence du prévenu" ¹ tient compte du caractère subjectif de la loi pénale ². Alors que la faute civile s'apprécie par référence au comportement abstrait du "bon père de famille", placé dans les mêmes circonstances extérieures, la faute pénale s'appréciera désormais *in concreto*, c'est-à-dire en prenant en compte les éléments propres au prévenu : par exemple son âge, sa formation, son sexe, son intelligence, ses qualités et ses défauts, voire son état d'esprit au moment des faits. Ce qui sera reproché au prévenu, c'est de n'avoir pas

(1) Cf. C. HENNAU et J. VERHAEGEN, Droit pénal général, 3^e éd., Bruxelles, Bruylant, 2003, n/ 410, pp. 354 et 355

(2) "On sait que l'évolution de [la loi pénale] dans le temps s'est faite dans le sens d'une subjectivité grandissante : de l'incrimination d'un acte, l'on en est venu à l'incrimination d'un homme. C'est le comportement de cet homme et, au-delà, sa personnalité et son histoire, qui sont au centre du procès pénal tant lorsqu'il s'agit de déterminer sa culpabilité que lorsqu'il faut choisir un châtiment. D'où l'obligation pour le juge pénal de pousser aussi loin que possible l'analyse de l'individualité concrète qu'il a à juger, même s'il n'a à connaître que d'une infraction involontaire" (P.-H. DELVAUX et G. SCHAMPS, "Unité ou dualité des fautes pénale et civile : les enjeux d'une controverse", R.G.A.R., 1991, n/ 11795, p. 2).

fait ce qui était en son pouvoir personnel (et non au pouvoir du "bon père de famille") de faire, c'est une "répréhensible négligence" ³.

Si la proposition est adoptée, il ne suffira cependant pas, pour qu'il y ait infraction pénale, de l'existence d'une faute selon le critère des possibilités réelles du prévenu, encore faudra-t-il que cette faute soit une faute lourde ou une faute légère habituelle. La question se pose de savoir si le critère de la faute lourde ou de la faute légère habituelle se justifie encore dès lors que le critère des possibilités réelles du prévenu est retenu. Autrement dit, dès lors qu'il y a "répréhensible négligence", faut-il encore que celle-ci soit lourde ? Il s'agit d'une question d'opportunité à trancher par le législateur.

Il est permis de penser que la lourdeur de la faute sera fonction des règles en usage dans le secteur concerné (par exemple, le secteur médical) mais également, à nouveau, des possibilités réelles du prévenu : un même comportement pourra, semble-t-il, être considéré comme une faute légère pour l'un et une faute lourde pour l'autre, en fonction des circonstances personnelles aux inculpés. Les travaux préparatoires gagneraient à le préciser.

Si le critère de la gravité de la faute a pu susciter des critiques ⁴, il existe déjà dans notre droit en matière civile. Ainsi, en vertu de l'article 18 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, le travailleur ne répond que de son dol et de sa faute lourde ou de sa faute légère si celle-ci présente dans son chef un caractère habituel plutôt qu'accidentel. La loi du 10 février 2003 relative à la responsabilité des et pour les membres du personnel au service des personnes publiques va dans le même sens.

Il est également renvoyé à l'observation n/ 2 faite au sujet de l'article 3.

(3) C. HENNAU et J. VERHAEGEN, *op. cit.*, n/ 392, p. 344.

(4) "Fonder la dualité des fautes sur une différence de gravité, c'est déplacer le problème sans le résoudre, et sans fournir au juge aucune indication quant à la manière d'appréhender le comportement litigieux.
À partir de quel degré la gravité d'une faute justifiera-t-elle la répression pénale ? En fonction de quels éléments apprécier cette gravité ? Faudra-t-il ou non utiliser un modèle abstrait de référence ? Toutes questions laissées sans réponse" (P.-H. DELVAUX et G. SCHAMPS, *loc. cit.*, p. 5).

2. L'article 2 de la proposition ne concerne que les articles 418 et 420 du Code pénal. Cependant, d'autres dispositions du Code pénal recourent également aux notions de défaut de prévoyance et de précaution ou à des notions similaires. Tel est le cas, par exemple, des articles 120*quinqies* (négligence), 221*bis*, alinéa 2 (précautions utiles), 242 (négligence), 283 (négligence), 294 et 295 (négligence), 333 et 334 (négligence), 426 (négligence) et de l'article 519 (défaut de précaution suffisante). Il appartient au législateur de prendre position par rapport à ces autres infractions et, s'il y maintient l'unité des fautes civiles et pénales, de pouvoir le justifier au regard des articles 10 et 11 de la Constitution.

3. Il n'y a pas lieu d'insérer un article 420*ter* dans le Code pénal mais de rétablir l'article 420*bis* dans une nouvelle rédaction.

4. Dans le texte français, il y a lieu de viser les "articles 418 à 420 du Code pénal" et non les "articles 418 et 420 du Code pénal".

Article 3

1. L'article 4, alinéa 2, du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle, proposé par l'article 3⁵, dispose :

"L'absence de condamnation pénale ne fait pas obstacle à l'exercice d'une action devant les juridictions civiles afin d'obtenir la réparation du dommage, en application des règles du droit civil".

La portée de cette disposition n'apparaît pas clairement. En effet, selon le commentaire des articles,

⁽⁵⁾ Dans la phrase liminaire, il y a lieu de mentionner l'article 4 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale.

"Cette disposition a pour but de permettre l'acquittement au pénal, sans que cela préjudicie de quelque manière que ce soit la possibilité d'obtenir une réparation du dommage au civil".

Or, le droit actuel n'interdit pas, après un acquittement au pénal, de porter l'action en responsabilité civile devant la juridiction civile ⁶. Mais la règle de l'autorité de la chose jugée au répressif sur le procès civil ultérieur a pour effet de priver cette action civile de quelque chance de succès à moins que la cause de celle-ci ne soit plus relative à la réparation du dommage résultant d'une infraction pour laquelle le juge pénal a prononcé l'acquittement ou que le demandeur à cette action civile n'ait pas été partie au procès pénal.

2. Dans cette perspective, le Conseil d'État se demande à quelles infractions s'appliquera la disposition proposée et si elle aura pour effet de déroger à l'application de l'autorité de la chose jugée du pénal sur le civil.

Dès lors qu'il est proposé de modifier l'article 4 de la loi du 17 avril 1878, précitée, qui a une portée tout à fait générale - ce qui aurait pour effet d'appliquer la nouvelle disposition aux infractions intentionnelles -, on pourrait voir, par exemple, une personne qui a été acquittée pénalement du chef de vol d'un objet déterminé et qui serait néanmoins condamnée ensuite par un juge civil à indemniser le propriétaire de cet objet parce que la preuve aurait été rapportée devant ce juge que cette même personne, devenue défenderesse à l'action civile, a volé ce même objet. Ce faisant, le juge civil n'appliquerait plus la règle pourtant fondamentale de l'autorité de la chose jugée du pénal sur le civil, alors que cette règle contribue au maintien de la sécurité juridique en tant qu'elle empêche la contradiction entre les décisions des juridictions pénale et civile portant sur le même objet. S'il devait en être ainsi, cette réforme serait d'autant plus étonnante que la question de la dualité des fautes pénale et civile manque de pertinence à propos des infractions intentionnelles.

⁽⁶⁾ L'article 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale énonce expressément que l'action civile peut être poursuivie séparément de l'action publique.

Même si l'intention du législateur est de limiter le champ d'application de la disposition nouvelle à l'action civile résultant d'une infraction commise par défaut de prévoyance ou de précaution, le Conseil d'État se demande :

- si cette disposition aura pour effet d'autoriser dans ce cas le juge civil à statuer sans tenir compte de l'autorité de la chose jugée du pénal sur le civil, ce qui aura pour conséquence d'accroître la liberté du juge civil en l'autorisant, par exemple, à condamner une personne que le juge pénal aura acquittée en adoptant des motifs qui seraient en contradiction avec ceux ⁷ du jugement pénal;
- ou si, au contraire, la règle de l'autorité de la chose jugée du pénal sur le civil continuera à s'appliquer tout en dissociant à l'avenir les fautes pénale et civile, ce qui aura pour conséquence que des décisions différentes ne seront pas inconciliables puisqu'elles pourraient avoir pour fondement l'appréciation de deux fautes dont les critères seront différents; dans ce dernier cas en effet, si le juge pénal a acquitté le prévenu en considérant que ce dernier n'a pas commis de faute lourde ou de faute légère habituelle, le juge civil pourra faire droit à la demande en réparation s'il est démontré dans cette instance que l'auteur a commis en l'espèce une faute légère non habituelle; par contre, il ne pourra, semble-t-il, remettre en cause les constatations du juge pénal en ce qui concerne l'imputabilité des faits, le lien de causalité ou, le cas échéant, l'existence d'une faute légère non habituelle.

Dans l'un et l'autre cas, le texte, éclairé par les travaux préparatoires, devra prendre position de manière plus explicite sur ces questions.

⁽⁷⁾ Il s'agirait uniquement des motifs qui constituent le fondement nécessaire de la décision pénale.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Dispositief

Artikel 2

1. Bij het voorstel wordt een einde gemaakt aan het samenvallen van strafrechtelijke en burgerrechtelijke fouten. Terwijl het gebrek aan voorzichtigheid of voorzorg waarvan sprake is in de artikelen 418 tot 420 van het Strafwetboek tot nog toe gelijkgesteld werd met de burgerrechtelijke schuld bedoeld in artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek, wordt dat gebrek in het voorstel gedefinieerd als "de zware fout of de gewoonlijk voorkomende lichte fout, welke wordt beoordeeld rekening houdend met de werkelijke mogelijkheden tot waakzaamheid en gereedheid van de beklaagde".

Door de verwijzing naar het in aanmerking nemen van "de werkelijke mogelijkheden tot waakzaamheid en gereedheid van de beklaagde" ¹ wordt rekening gehouden met de subjectieve aard van de strafwet ². Terwijl de burgerrechtelijke fout beoordeeld wordt door verwijzing naar het abstracte gedrag van de "goede huisvader", die zich in dezelfde externe omstandigheden zou bevinden, zal de strafrechtelijke fout

(1) Cf. C. HENNAU en J. VERHAEGEN, *Droit pénal général*, 3e uitgave, Brussel, Bruylant, 2003, nr. 410, blz. 354 en 355.

(2) "On sait que l'évolution de [la loi pénale] dans le temps s'est faite dans le sens d'une subjectivité grandissante : de l'incrimination d'un acte, l'on en est venu à l'incrimination d'un homme. C'est le comportement de cet homme et, au-delà, sa personnalité et son histoire, qui sont au centre du procès pénal tant lorsqu'il s'agit de déterminer sa culpabilité que lorsqu'il faut choisir un châtiment. D'où l'obligation pour le juge pénal de pousser aussi loin que possible l'analyse de l'individualité concrète qu'il a à juger, même s'il n'a à connaître que d'une infraction involontaire" (P.-H. DELVAUX et G. SCHAMPS, "Unité ou dualité des fautes pénale et civile : les enjeux d'une controverse", R.G.A.R., 1991, n° 11795, p. 2).

voortaan *in concreto* beoordeeld worden, dat wil zeggen rekening houdend met de gegevens die aan de beklaagde eigen zijn : bijvoorbeeld zijn leeftijd, zijn opleiding, zijn geslacht, zijn intelligentie, zijn kwaliteiten en zijn gebreken, ja zelfs zijn geestesgesteldheid op het ogenblik van de feiten. Wat aan de beklaagde ten laste zal worden gelegd, zal zijn niet gedaan te hebben waartoe hij zelf in staat was (en niet hetgeen de "goede huisvader" in staat zou zijn te doen), dat is een laakbaar verzuim, een "répréhensible négligence" ³.

Als het voorstel aangenomen wordt, zal er evenwel maar een strafbaar feit zijn wanneer er sprake is van een fout volgens het criterium van de werkelijke mogelijkheden van de beklaagde en het bovendien gaat om een zware fout of een gewoonlijk voorkomende lichte fout. De vraag rijst of het criterium van de zware fout of de gewoonlijk voorkomende lichte fout nog gerechtvaardigd is, aangezien met het criterium van de werkelijke mogelijkheden van de beklaagde wordt gewerkt. Met andere woorden, als er laakbaar verzuim is, moet het dan nog om een ernstig verzuim gaan? Dat is een opportunitateitskwestie waarover de wetgever moet oordelen.

Er kan vanuit worden gegaan dat de zwaarte van de fout zal afhangen van de regels die in de betrokken sector gebruikelijk zijn (bijvoorbeeld de medische sector), maar eveneens, andermaal, van de werkelijke mogelijkheden van de beklaagde : eenzelfde gedrag zal blijkbaar beschouwd kunnen worden als een lichte fout voor de ene en als een zware fout voor de andere, naargelang van de persoonlijke omstandigheden van de verdachten. In de parlementaire voorbereiding zou zulks nader aangegeven moeten worden.

Hoewel het criterium van de zwaarte van de fout al aanleiding heeft gegeven tot kritiek ⁴, bestaat dat criterium reeds in ons recht betreffende burgerlijke aangelegenheden. Zo bijvoorbeeld is de werknemer krachtens artikel 18 van de wet van

(3) C. HENNAU en J. VERHAEGEN, op. cit., nr. 392, blz. 344.

(4) "Fonder la qualité des fautes sur une différence de gravité, c'est déplacer le problème sans le résoudre, et sans fournir au juge aucune indication quant à la manière d'appréhender le comportement litigieux.
À partir de quel degré la gravité d'une faute justifiera-t-elle la répression pénale ? En fonction de quels éléments apprécier cette gravité ? Faudra-t-il ou non utiliser un modèle abstrait de référence ? Toutes questions laissées sans réponse" (P.-H. DELVAUX et G. SCHAMPS, *loc. cit.*, p. 5).

3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten alleen aansprakelijk voor zijn bedrog en zijn zware schuld of voor zijn lichte schuld als die bij hem eerder gewoonlijk dan toevallig voorkomt. De wet van 10 februari 2003 betreffende de aansprakelijkheid van en voor personeelsleden in dienst van openbare rechtspersonen gaat in dezelfde zin.

Voorts wordt verwezen naar opmerking nr. 2 die hierna over artikel 3 wordt gemaakt.

2. Artikel 2 van het voorstel heeft alleen betrekking op de artikelen 418 en 420 van het Strafwetboek. In andere bepalingen van het Strafwetboek wordt evenwel eveneens gewerkt met de begrippen gebrek aan voorzichtigheid of voorzorg of met soortgelijke begrippen. Zulks is bijvoorbeeld het geval met de artikelen 120*quinqüies* (nalatigheid), 221*bis*, tweede lid (de nodige voorzorgen), 242 (nalatigheid), 283 (nalatigheid), 294 en 295 (nalatigheid), 333 en 334 (nalatigheid), 426 (nalatigheid) en artikel 519 (ontstentenis van voldoende voorzorg). De wetgever dient ten aanzien van die andere strafbare feiten een standpunt in te nemen en, als hij daar de strafrechtelijke en burgerrechtelijke fouten verder laat samenvallen, moet hij zulks kunnen rechtvaardigen in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

3. Er bestaat geen grond om een artikel 420*ter* in het Strafwetboek in te voegen, maar om artikel 420*bis* te herstellen in een nieuwe lezing.

4. In de Franse tekst dienen de woorden "articles 418 à 420 du Code pénal" in de plaats te komen van de woorden "articles 418 et 420 du Code pénal".

Artikel 3

1. Artikel 4, tweede lid, van de Voorafgaande Titel van het Wetboek van Strafvordering, dat bij artikel 3 wordt voorgesteld ⁵, luidt als volgt :

"Het ontbreken van een strafrechtelijke veroordeling vormt geen beletsel voor het instellen van een vordering voor de burgerlijke rechtbanken om, met toepassing van de burgerrechtelijke rechtsregels, vergoeding van de schade te krijgen".

⁽⁵⁾ In de inleidende zin dient te worden verwezen naar artikel 4 van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering.

De draagwijdte van deze bepaling is niet duidelijk. Immers, in de commentaar bij de artikelen wordt het volgende aangegeven :

"Deze bepaling heeft tot doel de strafrechtelijke vrijspraak mogelijk te maken zonder dat zulks op welke wijze dan ook afbreuk doet aan de mogelijkheid een burgerlijke schadevergoeding te krijgen".

Het huidige recht verbiedt evenwel niet om na een strafrechtelijke vrijspraak een rechtsvordering inzake burgerrechtelijke aansprakelijkheid bij de burgerlijke rechtbank in te stellen ⁶. Maar de regel dat het strafvonnis ten aanzien van de latere burgerlijke rechtsvordering gezag van gewijsde heeft, heeft tot gevolg dat deze burgerlijke rechtsvordering geen enkele kans op slagen heeft, tenzij de oorzaak van deze rechtsvordering geen verband meer houdt met de vergoeding van de schade ten gevolge van een strafbaar feit waarvoor de strafrechter de betrokkene heeft uitgesproken of tenzij de verzoeker in deze burgerlijke rechtsvordering geen partij was bij het strafproces.

2. In dit opzicht vraagt de Raad van State zich af op welke strafbare feiten de voorgestelde bepaling van toepassing zal zijn en of ze tot gevolg zal hebben dat afgeweken wordt van de toepassing van het strafrechtelijk gezag van gewijsde ten aanzien van de burgerlijke zaak.

Doordat voorgesteld wordt artikel 4 van de voornoemde wet van 17 april 1878 te wijzigen, dat een volkomen algemene strekking heeft - wat tot gevolg zou hebben dat de nieuwe bepaling wordt toegepast op opzettelijk gepleegde strafbare feiten -, zou zich bijvoorbeeld het geval kunnen voordoen van een persoon die strafrechtelijk vrijgesproken is voor diefstal van een bepaald voorwerp en die vervolgens niettemin door een burgerlijke rechter veroordeeld zou worden tot het vergoeden van de eigenaar van dit voorwerp omdat voor deze rechter het bewijs zou zijn geleverd dat diezelfde persoon, die in de burgerlijke rechtsvordering verwerende partij is geworden, hetzelfde voorwerp heeft gestolen. Hierdoor zou de burgerlijke rechter niet meer de nochtans fundamentele regel van het strafrechtelijk gezag van gewijsde ten aanzien van de burgerlijke zaak toepassen, terwijl deze regel bijdraagt aan het behoud van de rechtszekerheid in zoverre hij

⁽⁶⁾ Artikel 4, eerste lid, van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering bepaalt uitdrukkelijk dat de burgerlijke rechtsvordering los van de strafvordering kan worden afgehandeld.

strijdigheid tussen de uitspraken van de strafrechtbank en de burgerlijke rechtbank over hetzelfde onderwerp belet. Mocht dit het geval zijn, dan is deze hervorming des te opmerkelijker daar de kwestie van de dualiteit van de strafrechtelijke en de burgerrechtelijke fout niet relevant is voor opzettelijk gepleegde strafbare feiten.

Zelfs indien het de bedoeling van de wetgever is het toepassingsgebied van de nieuwe bepaling te beperken tot de burgerlijke rechtsvordering die het gevolg is van een strafbaar feit te wijten aan gebrek aan voorzichtigheid of voorzorg, vraagt de Raad van State zich af :

- of deze bepaling tot gevolg zal hebben dat in dit geval de burgerlijke rechter uitspraak mag doen zonder rekening te houden met het strafrechtelijk gezag van gewijsde ten aanzien van de burgerlijke zaak, wat ertoe zal leiden dat de vrijheid van de burgerlijke rechter zal toenemen doordat hij, bijvoorbeeld, een persoon zal mogen veroordelen die door de strafrechter vrijgesproken is op basis van motieven die met die van het strafvonnis ⁷ in strijd zouden zijn;
- dan wel of daarentegen de regel van het strafrechtelijk gezag van gewijsde ten aanzien van de burgerlijke zaak van toepassing zal blijven, waarbij in de toekomst de strafrechtelijke fout en de burgerrechtelijke fout van elkaar los worden gemaakt, wat tot gevolg zal hebben dat uiteenlopende uitspraken niet onverenigbaar zullen zijn aangezien ze de beoordeling van twee fouten waarvoor de criteria verschillen als grondslag zouden kunnen hebben; in dit laatste geval immers kan de burgerlijke rechter, indien de strafrechter de beklaagde heeft vrijgesproken op de grond dat laatstgenoemde geen zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout heeft gepleegd, ingaan op de vordering tot vergoeding indien in deze aanleg aangetoond wordt dat de dader van het feit *in casu* een niet-gewoonlijk voorkomende lichte fout heeft gepleegd; daarentegen laat het zich aanzien dat hij de bevindingen van de strafrechter niet weer op de helling zal kunnen zetten wat betreft de toerekenbaarheid van de feiten, het oorzakelijk verband of, in voorkomend geval, het bestaan van een niet-gewoonlijk voorkomende lichte fout.

⁽⁷⁾ Het zou uitsluitend gaan om de motieven die de noodzakelijke grondslag van de strafrechtelijke beslissing vormen.

In beide gevallen moet in de tekst, duidelijker geworden door de parlementaire voorbereiding, over die vraagpunten uitdrukkelijker een standpunt worden ingenomen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame
Mevrouw

P. VANDERNOOT,
M. BAGUET,

conseillers d'État,
staatsraden,

Monsieur
de Heer

H. BOSLY,

assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

A.-C. VAN GEERSDAELE,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE,
premier auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de
H. A. LEFEBVRE, eerste auditeur.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. VANDERNOOT.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. P. VANDERNOOT.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS